

# Bagarres, agressions de surveillants... Dans ce collège, les enseignants excédés par les violences



L'inquiétude grandit dans la communauté éducative du collège Jules-Verne plutôt tranquille jusqu'à il y a deux ans

Rien ne va plus au collège Jules-Verne, à [Déville-lès-Rouen](#). Mardi 17 décembre 2024, un rassemblement a été organisé pour dénoncer un manque de moyens face aux violences des élèves.

Comment retrouver un peu de sérénité ? Au collège Jules-Verne à [Déville-lès-Rouen](#), « tout prend l'eau » annonce une banderole accrochée aux grilles, mardi 17 décembre 2024. Pendant la pause déjeuner, les enseignants se sont relayés devant l'entrée pour exprimer leur inquiétude et leur colère : les phénomènes de violences se multiplient. Dangereusement.



Dans ce collège de 400 élèves, jusqu'alors réputé pour être calme, le climat s'est fortement détérioré depuis septembre 2023 notent les enseignants. De quoi parle-t-on ? De bagarres, d'insultes, d'agressions de surveillants, de la police obligée d'intervenir parce qu'une bande venue de l'extérieur a pénétré dans le collège.



Les enseignants dénoncent de multiples violences



Les enseignants rassemblés devant leur collège

### Les exclusions s'enchaînent

« Depuis la rentrée, les conseils de discipline s'enchaînent. Déjà six expulsions définitives ont été prononcées, sans compter les exclusions temporaires », résume une enseignante. Cette violence perdure avec même des menaces de mort sur des assistants d'éducation. Elle fait tache d'huile chez des collégiens perturbateurs de la 6e à la 3e.

« Tout le personnel se sent visé, du principal aux agents d'entretien. En salle de classe, on est sur nos gardes. Notre priorité ce n'est plus d'enseigner mais gérer la discipline, recadrer des élèves qui vrillent, éviter les situations dangereuses », explique un groupe de professeurs.

Appuyés par les parents d'élèves, ils ont tiré la sonnette d'alarme dans un courrier adressé le 30 septembre aux services académiques. Ils réclament davantage d'assistants d'éducation et une stabilité dans l'encadrement. La réponse est tombée début décembre, sans grand espoir. D'où la mobilisation sur la place publique.

« Nous en sommes à la cinquième conseillère principale d'éducation depuis septembre 2023 et elle va partir dans quelques mois à la retraite. Un CPE c'est capital dans un collège, il fait le lien avec les parents et les structures extérieures. De plus, notre principal est sans adjoint depuis un mois et demi. Pour les effectifs, il faudra attendre septembre 2025. On ne peut être satisfaits de s'entendre dire qu'ailleurs c'est pire », affirment les enseignants.

De son côté, la direction de l'académie explique que la situation est suivie de près par un inspecteur pédagogique régional et un conseiller technique départemental qui se sont rendus plusieurs fois au collège. « L'équipe mobile de sécurité académique est intervenue à plusieurs reprises pour accompagner les équipes éducatives. Sur l'organisation de la vie scolaire, des solutions sont actuellement recherchées. Quant à la sécurisation aux abords du collège, le chef d'établissement est en relation régulière avec le référent de la police nationale et la police municipale. »